

Réf: Accom DEROGATION 2005/4

Résumé de l'avis du 15 septembre 2005 relatif à une demande de dérogation à la règle limitant le montant des honoraires pour la prestation d'autres services que les missions légales du commissaire (ratio « one to one ») visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

▪ **Introduction / Objet de la demande d'avis**

Le Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire (ci-après, le Comité) a été saisi par le représentant permanent d'un commissaire, sur base de l'article 133, alinéa 6, 2° du Code des sociétés, d'une demande de dérogation à la règle dite « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Ladite règle « one to one » impose aux commissaires (ainsi qu'à leur réseau) de certaines sociétés, l'interdiction de prêter des services autres que les missions qui sont confiées par la loi au commissaire dans la mesure où le total des rémunérations afférentes à ces services dépasserait les émoluments pour l'exercice du mandat de commissaire.

▪ **Principaux éléments du dossier**

Le requérant est le représentant permanent du commissaire de deux sociétés de droit belge, filiales à 100 % d'une société cotée au New York Stock Exchange et soumise à la supervision de la Securities and Exchange Commission. Le cabinet dont le requérant fait partie est le commissaire des principales sociétés du groupe.

Un comité d'audit est institué au niveau de la maison-mère. Eu égard à la législation américaine à laquelle le groupe est soumis, ce comité d'audit autorise préalablement les autres prestations de services que les missions légales du commissaire, en s'assurant entre autres du respect des règles en matière d'indépendance.

Des comités d'audit existent également au niveau des sociétés de droit belge, mais n'ayant pas été prévus statutairement au sein des Conseils d'administration, ils ne satisfont pas à l'article 133, alinéa 6, 1° du Code des sociétés pour octroyer valablement une dérogation au respect de la règle one to one.

D'après les informations transmises par le commissaire, les missions qui lui seraient confiées par les sociétés de droit belge durant l'exercice 2005 portent sur

- une mission de 'pré-validation' des procédures mises en place dans le groupe afin de se conformer à la Section 404 du Sarbanes Oxley Act américain portant sur l'évaluation par la direction de la société du système de contrôle interne sous-jacent à la préparation des  tats financiers, évaluation qui doit ensuite être attestée par l'auditeur externe.

Cette mission de contrôle confiée au commissaire et à son réseau consiste plus précisément à

- Revoir la documentation d'une sélection de procédures internes, préparée et revue par la société, y compris les activités de contrôle interne identifiées par le groupe comme appropriées, ainsi que l'évaluation quant à l'adéquation de la conception de telles activités de contrôle interne;
- Procéder à des sondages de la documentation des procédures sélectionnées préparée et revue par la société, y compris des entretiens avec le personnel, dans le but d'obtenir une compréhension suffisante de la nature et du fonctionnement des activités de contrôle clés ;
-  valuer les plans de testing proposés et revus par la société.

- des prestations d'audit non-récurrentes dans le cadre de la transition du groupe vers les normes comptables internationales IFRS, pour les besoins de l'établissement des comptes consolidés du groupe.

Il s'agit d'une mission d'audit non-récurrente et complémentaire aux travaux d j effectués en début d'exercice portant sur l'adoption du référentiel IFRS pour l'établissement des comptes des sociétés de droit belge.

*

Tant la nature des missions susvisées que les honoraires proposés, ont été explicitement autorisés par le comité d'audit de la maison-mère.

Les prestations complémentaires à effectuer dans le cadre de la conversion aux normes IFRS quant à elles, n'ont toutefois pas encore été soumises à l'approbation du comité d'audit de la maison-mère. Le requérant est d'avis que cette mission complémentaire s'inscrit dans le prolongement logique de la mission qu'il a d j prestée en début d'exercice et il a la quasi certitude que ces travaux complémentaires devront encore être effectués dans le courant de l'exercice 2005 pour les besoins de l'établissement des comptes consolidés en fin d'exercice. Afin de pouvoir traiter l'entièreté du dossier dans le cadre d'une seule demande de dérogation, le requérant a évalué un montant maximum pour l'accomplissement de cette mission précise.

En ce qui concerne le respect de la règle « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés, les honoraires relatifs aux missions - autres que les missions légales - que les deux sociétés de droit belge envisagent de confier au commissaire pour l'exercice 2005 ajoutés aux autres services qui ont déjà été prestées par le commissaire et son réseau, dépasseraient les émoluments qui lui sont attribués pour l'exercice de son mandat de commissaire au sein de ces deux sociétés pour ce même exercice. Le commissaire ne sera dès lors pas en mesure de respecter les dispositions précitées du Code des sociétés et d'accepter de pr ster la mission de pré-validation dans le cadre de la législation américaine et la mission complémentaire dans le cadre de la conversion aux normes IFRS, que s'il obtient du Comité une dérogation à la règle one to one.

Sur base des informations communiquées par le commissaire, il n'y a pas de prestation de services de la même nature dans les filiales de droit belge des deux sociétés de droit belge car ces sociétés, de moindre importance, n'entrent pas dans le périmètre des travaux à effectuer dans le cadre de la Section 404 du Sarbanes Oxley Act. Il n'y a par conséquent pas de dépassement de la règle one to one au niveau des filiales de droit belge des deux sociétés précitées. L'affirmation du commissaire sur ce point a été jugée suffisante.

En ce qui concerne les filiales de droit néerlandais des deux sociétés de droit belge, le commissaire a produit une attestation émanant de la branche néerlandaise de son réseau qui confirme le respect par cette branche du ratio « one to one » calculé en tenant compte des dispositions du droit néerlandais. Les prestations que la branche néerlandaise du réseau du commissaire serait appelée à effectuer dans le cadre de la mission Sarbanes Oxley sont des prestations de même nature que celles faites en Belgique et engendrent des honoraires du même ordre. Par ailleurs la branche néerlandaise du réseau du commissaire est soumise aux mêmes exigences d'autorisation préalable du comité d'audit. Dans le respect des procédures internes du commissaire, la branche néerlandaise doit lui communiquer pour approbation préalable toute mission particulière envisagée, ce qui permet au commissaire de surveiller le respect du ratio « one to one » dans les filiales néerlandaises.

▪ **Avis du Comité (dérogation)**

Aspects de procédure

Le requérant a confirmé par écrit avoir transmis au Comité toutes les informations utiles en vue d'un examen correct de sa demande, et ce conformément à l'article 2, alinéa 7 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 en exécution de l'article 133, alinéa 10 du Code des sociétés visant la création du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire.

Conformément à l'article 1^{er}, alinéa 5 du même arrêté, les experts désignés par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises et par le Conseil Supérieur des Professions Economiques ont été invités à donner leur avis sur le dossier.

Nature et portée de l'avis

L'avis formulé ci-après a été rendu sur base de l'article 133, alinéa 6, 2  du Code des sociétés qui investit le Comité du pouvoir d'accorder des dérogations au respect de la règle « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Compatibilité des prestations de services concernées avec l'exercice du mandat de commissaire

A. Mission de 'pré-validation' par le commissaire des procédures mises en place par le groupe afin de se conformer à la Section 404 du Sarbanes Oxley Act Américain

Sans préjudice des dispositions applicables du Code des sociétés, de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Reviseurs d'Entreprises et des arrêtés d'exécution de ces lois, la compatibilité des autres services que les missions légales, avec l'exercice indépendant de la fonction de commissaire doit s'analyser, dans le cas présent, plus précisément au regard de l'article 183 ter, 1 , 2  et 5  de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, introduit par l'article 2 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire.

Les dispositions précitées énoncent que le commissaire ne peut se déclarer indépendant dans le cas où lui-même ou une personne de son réseau

- prend une décision ou intervient dans le processus décisionnel dans la société contrôlée (article 183 ter, 1 ),
- assiste ou participe à la préparation ou à la tenue des livres comptables ou à l'établissement des comptes annuels ou des comptes consolidés de la société contrôlée (article 183 ter, 2 ),
- participe à la fonction d'audit interne dans la société qu'il contrôle (article 183 ter, 5 ).

Il ressort du rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire, que ces catégories de prestations de services ont été interdites, la menace pour l'indépendance du commissaire due au risque d'auto-révision étant jugée trop élevée.

En l'espèce la compatibilité avec les règles en matière d'indépendance de la mission envisagée, à savoir la 'pré-validation' des procédures internes mises en place par la direction du groupe, afin de se conformer à la Section 404 du Sarbanes Oxley Act américain et qui portent sur l'évaluation selon des critères pertinents par la direction du groupe du système de contrôle interne sous-jacent à la préparation des  tats financiers, ne suscite aucune interrogation. En effet selon le droit américain la mission prévue à la Section 404 du Sarbanes Oxley Act doit être accomplie par l'auditeur externe de la société et la compatibilité avec son indépendance est donc présumée légalement. Certains Etats membres de la Communauté européenne ont déjà mis en place des dispositifs légaux ou r glementaires similaires. Par rapport aux règles en matière d'indépendance, une telle

intégration dans les missions légales de contrôle du commissaire se justifie parfaitement eu égard à la nature de la mission à accomplir dans ce cadre précis par le commissaire. En effet, il s'agit purement d'une mission d'attestation qui en aucune manière ne comporte une quelconque participation au processus décisionnel de la société, au processus d'établissement des comptes ou à la fonction d'audit interne. Il incombe exclusivement à la direction de la société d'évaluer le bon fonctionnement du système et des procédures de contrôle interne qui ont été mises en place sous sa responsabilité et d'en faire rapport, la mission des commissaires consistant à évaluer et à attester les déclarations de la direction sur l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne qu'elle a mise en place.

B. Prestations d'audit non-récurrentes dans le cadre de la transition du groupe vers les normes comptables internationales IFRS

Sans préjudice des dispositions applicables du Code des sociétés, de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Reviseurs d'Entreprises et des arrêtés d'exécution de ces lois, la compatibilité des autres services que les missions légales, avec l'exercice indépendant de la fonction de commissaire doit s'analyser, dans le cas présent, plus précisément au regard de l'article 183 ter, 1  et 2  de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, introduit par l'article 2 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire. Les dispositions précitées énoncent que le commissaire ne peut se déclarer indépendant dans les cas où lui-même ou une personne de son réseau

- prend une décision ou intervient dans le processus décisionnel dans la société contrôlée (article 183 ter, 1 ),
- assiste ou participe à la préparation ou à la tenue des livres comptables ou à l'établissement des comptes annuels ou des comptes consolidés de la société contrôlée (article 183 ter, 2 ).

Il ressort du rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 4 avril 2003 précité que ces catégories de prestations de services ont été interdites, la menace pour l'indépendance du commissaire due au risque d'autor vision étant jugée trop élevée dans ces deux hypothèses.

En l'espèce, le Comité constate sur base des informations qui lui ont été fournies par le commissaire, que la compatibilité avec les règles en matière d'indépendance de la mission envisagée, à savoir des prestations d'audit dans le cadre de la transition du groupe vers les normes comptables internationales IFRS, ne suscite pas d'interrogation, ces prestations s'inscrivant dans le prolongement logique des missions légales du commissaire et n'étant pas susceptibles de créer un risque d'autor vision dans le chef du commissaire.

Examen de la demande de dérogation à la règle « one to one »

Sur base des documents qui lui ont été transmis par le requérant, le Comité constate que la société-mère dispose d'un comité d'audit intégralement composé d'administrateurs indépendants et fonctionnant selon des règles et des procédures strictes, en particulier en matière d'indépendance.

Sur base desdits documents, le Comité constate que la principale prestation de services envisagée et les honoraires y afférents (travaux dans le cadre de la Section 404 du Sarbanes Oxley Act) ont été explicitement et préalablement approuvés par le comité d'audit de la maison-mère, en application des règles du groupe en matière d'indépendance.

Le Comité a également pris connaissance des procédures internes suivies par le commissaire dans le souci de préserver le respect des règles d'indépendance.

Dans le cas d'espèce, le Comité constate que le dépassement du ratio one to one au niveau des deux sociétés de droit belge sera relativement limité compte tenu des travaux d'envergure entrepris au niveau du groupe dans le contexte de l'implémentation des procédures mises en place afin de se conformer à la législation américaine Sarbanes Oxley.

Eu égard aux éléments repris ci-avant, et en particulier à la qualité et au sérieux des procédures mises en place dans le cas d'espèce, le Comité est d'avis que l'indépendance du commissaire des deux sociétés de droit belge ne risque pas d'être mise en cause ou menacée quant au fond du fait que, au niveau de ces sociétés, les honoraires pour les missions précitées dépasseront de manière limitée les émoluments pour le mandat du commissaire.

▪ **Dérogation**

Pour les motifs exposés ci-avant, le Comité a décidé d'accorder au commissaire des deux sociétés de droit belge la dérogation demand e au respect de la règle one to one prévue à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

La dérogation porte sur les seules prestations de services susvisées (mission de pré-validation des travaux effectués en Belgique dans le cadre de l'implémentation dans le groupe de procédures afin de se conformer à la législation américaine Sarbanes Oxley Act (Section 404) et travaux de contrôle non-récurrents et complémentaires dans le cadre de la transition vers les normes comptables internationales IFRS), qui seront prestées par le commissaire (et son réseau) durant l'exercice 2005, à concurrence d' un montant maximum.

En ce qui concerne le rapport annuel 2005 des sociétés de droit belge le Comité recommande au commissaire d'y faire inclure une mention explicitant que la règle one to one telle que prévue à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés a certes été dépassée, mais que ce dépassement est couvert par une dérogation accordée par le Comité.

La dérogation est renouvelable pour les exercices ultérieurs moyennant l'introduction d'une demande d ment motivée.